

AKTUELL

CONSTITUTION

Révolution ?

David Wagner

Réviser la constitution : la proposition est intéressante, les travaux sont en cours. La Chambre des salariés s'est invitée dans le débat en publiant un avis qui pourrait le relancer. Car il vaut le détour.

« Il y a tellement de belles choses inscrites dans les constitutions ou leurs préambules dans tant de pays ! », dixit Jean-Claude Reding, président de la Chambre des salariés (CSL) sur un ton un peu amusé lors de la présentation de la CSL de son avis portant sur la réforme de la constitution. Il ne pourrait pas mieux le dire : le préambule de la constitution portugaise (de 1976) proclame encore et toujours « la décision du peuple portugais d'ouvrir la voie vers une société socialiste ». Bon, pour l'instant, le Portugal est pris entre le diktat de la Troïka et la collaboration d'une droite durement libérale et un PS mou, mais tout aussi libéral. Quoi qu'en dise donc ce préambule, ce n'est pas de lui qu'émanera le socialisme.

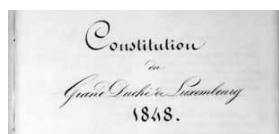
Il n'en reste pas moins qu'une constitution n'est pas un texte comme les autres. Il garantit des droits, qu'ils soient absolus (garantis de manière inaliénable) ou relatifs (qui contraignent l'Etat à se doter des moyens permettant leur exercice), et qui ont, par conséquent, valeur juridique. L'occasion donc pour la CSL d'intervenir dans le débat, ce que très peu d'acteurs socio-politiques ont fait jusqu'à présent. Dans un avis touffu (adopté à l'unanimité), la CSL a donc présenté cette semaine son avis subdivisé en deux grandes parties : les « droits fondamentaux et les libertés individuelles » ainsi que le « contrôle de la constitutionnalité des droits ».

Face aux menaces

Retenons uniquement quelques propositions phares en matière de droits sociaux (inclus dans le chapitre sur les libertés fondamentales). Ces nouveaux droits que la CSL propose d'inclure lors de la refonte constitutionnelle ne sont pas fabriqués de toutes pièces : ils figurent déjà dans un certain nombre de conventions ou de traités ratifiés par le Luxembourg. Mais le fait que les membres de la CSL, qui sont issus du monde syndical, estiment nécessaire de gra-

ver dans le marbre des droits qui semblent aller de soi n'est pas sans rappeler la précarité, dans le contexte actuel, de la situation des travailleurs face au capital.

A la faveur de la crise financière, dont le capital se sert de prétexte, les droits sociaux, mais aussi les libertés, sont directement menacés. Il n'est donc pas étonnant que la CSL souhaite faire inscrire le droit de grève



dans ce texte. Et d'aller plus loin : si le droit de grève est garanti, il l'est dans le cadre de la législation sur les conventions collectives. L'avis rappelle ce « compromis historique » : en contrepartie de se voir contraints de négocier avec leurs salariés, les employeurs ont obtenu une réglementation stricte du droit de grève. Sur ce point, la CSL rompt un tabou, égrène les différentes formes de grèves (professionnelles, syndicales et même politiques) et ouvre le champ à l'extension du domaine de la lutte syndicale.

La CSL entend également renforcer le droit des salariés au sein de l'entreprise en voulant consacrer le droit de participation (directe ou indirecte) des travailleurs : la cogestion (qui figure dans le préambule de la constitution française de 1946) ferait ainsi son entrée dans la loi fondamentale. Une autre revendication reflète l'atmosphère sociale délétère qui parcourt l'Union européenne : celle de la protection en cas de licenciement injustifié. La CSL justifie en effet cette proposition « afin d'éviter une suppression d'une telle protection du jour au lendemain en raison de mesures de consolidation budgétaires telle que pratiquées par les gouvernements en Espagne, au Portugal ou en Grèce ». L'avis ne s'arrête évidemment pas là : d'autres droits, comme celui du droit au travail, de vivre dignement, de travailler dans des conditions « justes et équitables », mais aussi de la protection des jeunes au travail figurent parmi d'autres dans le texte. Ce qui est certainement utile, d'autant plus que la CSL rappelle que « le seul droit social nouveau que prévoit la proposition de révision constitutionnelle est 'le droit à un logement approprié' ».

SHORT NEWS

Lakshmi Mittal - Wanted, dead or alive

Les absents ont toujours tort. C'est peut-être ce que s'est dit Lakshmi Mittal en entendant Jean-Claude Juncker commenter son absence à Bruxelles lors de la réunion de haut niveau sur la sidérurgie européenne qui s'y est tenue mercredi dernier, en affirmant que « Mittal, on lui parlera, car on le trouvera ». Un rendez-vous auquel il avait pourtant été invité par les ministres de l'économie luxembourgeois, belge et français qui misaient sur sa présence : « S'il ne venait pas, ce serait clairement un affront. Nous voulons qu'il s'explique devant les trois ministres et les commissaires sur sa stratégie européenne, pour éviter qu'il ne dise à chaque ministre ce qu'il veut bien entendre », estimait avant la réunion le ministre de l'économie Etienne Schneider au cours d'un entretien avec le woxx, qui paraîtra dans le prochain numéro. Si la réunion a fait naître l'espoir que l'Union européenne parlera d'une seule voix à Mittal, l'idée d'un moratoire sur les fermetures d'usines tant que le plan européen pour la sidérurgie n'est pas prêt, a reçu une fin de non recevoir de la part du baron de la sidérurgie. Raison de plus pour s'opposer à sa politique industrielle, aussi dans la rue. Même si cela peut être dangereux : lors de la manif à Strasbourg la semaine dernière, un jeune ouvrier belge de 25 ans a perdu un oeil suite à un tir de flashball d'un CRS. Un acte de violence policière qui a indigné les syndicats luxembourgeois.

Aufs Pferd gekommen

„Wichtig ist, dass wir herausfinden können von wo, dieser Betrug ausgegangen ist“, so Landwirtschaftsminister Romain Schneider nach einem Treffen der EU-Landwirtschaftsminister zum Pferdefleisch-Skandal. Zukünftig sollen in den 27 EU-Ländern verschärft Gentests durchgeführt werden, um die Fleischart zu definieren - gleichzeitig soll das Fleisch auf medikamentöse Rückstände hin getestet werden. Rückstände, wie von dem, für den Menschen gefährlichen, in Proben gefundenen Anti-Schmerzmittel Phenylbutazon. Der Skandal offenbart erneut, dass die bisherigen Kontrollen vor allem bei Fertigprodukten nicht weit genug gingen. Viele Zwischenhändler und verworrene Lieferwege machen die Rückverfolgbarkeit der Produkte immer schwieriger. Der Lebensmittelkonzern Findus gab an, das Fleisch von der Comigel mit Sitz in Metz geliefert bekommen zu haben. Der soll das ursprünglich aus Rumänien stammende Fleisch wiederum von dem französischen Zulieferer Spanghero erhalten haben. Seit dem BSE-Skandal fordern Verbraucherschützer, dass die Herkunft von Fleisch auf Verpackungen vermerkt wird. Das hat die EU-Kommission bisher immer ausgebremst. Jedoch auch Spekulation und eine fatale Preispolitik - das Fleisch wird oft an Fleischbörsen gekauft, wobei günstiges Fleisch natürlich eher einen Anbieter findet - veranlassen zu krummen Machenschaften. Vielleicht wird die von déi Gréng geforderte Aktualitätsstunde im Parlament mehr Klarheit bringen.

Le Srel, l'islam et les activistes

L'audition de l'ancien agent des services secrets (Srel) Frank Schneider par la commission d'enquête parlementaire vendredi dernier était certainement une des plus intéressantes jusqu'à présent. Celui qui a quitté le service en 2008 pour fonder sa société privée d'intelligence économique Sandstone, s'est montré plus loquace que ses prédécesseurs. A la question du député Serge Urbany concernant l'observation de la communauté musulmane, Schroeder a ainsi confié qu'elle se trouvait sous étroite observation : « Toute la panoplie des moyens dont dispose un tel service a été mise en oeuvre ». Cette panoplie concerne le filage, l'observation, mais aussi l'infiltration. Urbany voulut également savoir si ces opérations étaient en relation avec la présence de mosquées. Schneider, après un temps de réflexion, confirma cette assertion en nuancant qu'elles ne concernaient pas immédiatement les mosquées mais bien « certaines personnes en sortant ». Il concéda également que la définition du « terrorisme » était trop floue et que cela posait problème. Finalement, il condamna la surveillance des activistes qui s'opposent aux transports « Castor », allant jusqu'à leur témoigner de la sympathie et affirmant que lui aussi pourrait s'imaginer s'enchaîner à des rails. On en vient à se demander si le Srel ne serait pas infiltré par des gauchistes.